

«session». Il est évident que, si le député de Winnipeg-Sud-Centre et le député d'Ontario avaient pris connaissance des crédits supplémentaires, ils auraient su qu'on avait demandé le renflouement de la Caisse et que le gouvernement allait s'adresser à la Chambre pour obtenir les fonds nécessaires lors de l'étude des crédits supplémentaires. Le député de Winnipeg-Nord-Centre n'a eu aucune difficulté à formuler hier sa question à propos de la caisse. La réponse était précise. Chaque partie de cette réponse se rapportait logiquement à l'autre, et il n'y avait aucune tentative de dissimuler quoi que ce soit. Si ces messieurs vis-à-vis avaient voulu se renseigner au sujet de la Caisse, tout ce qu'ils avaient à faire, c'était de donner, n'importe quel jour de la semaine, un coup de téléphone à la Commission d'assurance-chômage. Un des commissaires aurait immédiatement fourni à mes honorables amis les données les plus récentes au sujet de cette Caisse.

L'hon. M. Starr: Ces données auraient été vieilles de 30 jours.

L'hon. M. MacEachen: Monsieur le président, je me demande si le député de Winnipeg-Sud-Centre et le député d'Ontario ont pris connaissance des documents budgétaires. S'ils l'avaient fait, ils se seraient rendu compte—car ces documents ont été déposés il y a quelques semaines sur le bureau de la Chambre—que l'état de la Caisse était celui que j'ai signalé ce soir dans ma déclaration.

Ils l'auraient compris s'ils avaient lu les documents budgétaires, il y a quelques semaines. Le parti ministériel s'attend à ce que l'opposition fasse son devoir et se renseigne en examinant les documents déposés à la Chambre.

M. Winkler: Puis-je poser une question au ministre? Le ministre a-t-il compris, comme nous, que même si nous avons fait cela, il n'était pas nécessaire d'adopter les crédits supplémentaires avant jeudi soir dernier?

L'hon. M. Pickersgill: A quoi tend cette question?

L'hon. M. MacEachen: Je ne comprends pas la question.

M. Winkler: Le ministre comprend-il, comme nous, qu'il n'était pas nécessaire d'adopter les crédits avant jeudi soir dernier?

L'hon. M. MacEachen: Il m'a toujours semblé évident qu'il faudrait adopter ce crédit supplémentaire afin de rembourser la Caisse pour les mois d'avril et mai; je pense que tout député qui se serait donné la peine de lire ces crédits supplémentaires, ainsi que les documents budgétaires, en serait venu à la même conclusion. C'est pourquoi, quand on m'a posé cette question, j'ai répondu comme

[L'hon. M. MacEachen.]

si cela allait de soi et j'ai été étonné de voir que ce renseignement pouvait être du nouveau pour un député, parce que c'était déjà clairement indiqué dans les documents déposés à la Chambre.

M. Knowles: Monsieur le président, puis-je poser une autre question pour savoir exactement où nous en sommes? La Caisse doit-elle nécessairement emprunter de l'argent cette semaine en vertu de ce crédit? Autrement dit, est-il nécessaire que ce crédit soit adopté cette semaine?

L'hon. M. MacEachen: Oui, monsieur le président, c'est nécessaire.

M. Winkler: C'est ce que je voulais savoir.

L'hon. M. MacEachen: Le député de Timiskaming a soulevé une question très importante au sujet du montant de 55 millions autorisé au cours de la dernière année financière. On se souviendra qu'en avril et mai dernier, la Commission a emprunté 35 millions en vertu de mandats du Gouverneur-général. Plus tard, la Chambre a ratifié ces mandats du Gouverneur général aux termes des crédits supplémentaires dont le président du Conseil privé nous a parlé. La commission a ainsi été autorisée à recevoir en tout 35 millions. Elle a emprunté l'argent en avril et mai et l'a remboursé en juin et juillet.

On a laissé entendre que la Commission aurait dû emprunter de l'argent en se fondant sur les 20 autres millions de dollars autorisés par les prévisions adoptées l'an dernier. J'ai cru que cela ne conviendrait pas du tout; qu'il me semblait tout à fait anormal qu'on doive puiser dans les crédits de la dernière année financière pour une dépense de l'année financière en cours. Qui serait plus porté que les honorables vis-à-vis à critiquer le gouvernement d'avoir adopté cette ligne de conduite quand, au même moment, la Chambre était saisie des prévisions supplémentaires?

M. Martin (Timmins): Le ministre me permettrait-il une question?

M. Thomas: Monsieur le président, il semble y avoir de la confusion au sujet du pouvoir d'emprunt de la Commission d'assurance-chômage.

L'hon. M. MacEachen: Monsieur le président, ai-je encore la parole?

M. le président: La Présidence avait l'impression que le ministre avait terminé sa déclaration.

L'hon. M. MacEachen: Non!

L'hon. M. Pickersgill: On l'a interrompu.

L'hon. M. MacEachen: J'ai cédé la parole au député de Timmins qui voulait poser une question.